

**RÈGLEMENT NO. 355-2010 DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAXES
POUR L'ANNÉE 2011**

ATTENDU l'avis de motion de ce règlement donné par le Conseiller M. Claude Maillé à la séance ordinaire de ce conseil municipal, tenue le 6 décembre 2010.

ATTENDU les règlements d'emprunts existants à la Municipalité de Venise-en-Québec;

Il est: PROPOSÉ PAR : M. Jacques Landry
 APPUYÉ PAR : M. André Surprenant
 ET RÉSOLU

Qu'il soit statué et ordonné par le présent règlement comme suit:

ARTICLE 1:

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.

ARTICLE 2:

Le présent règlement portera le titre de "**Règlement décrétant l'imposition des taxes pour l'année financière 2011**".

ARTICLE 3:

Le présent règlement décrète que le budget de l'année 2011 tel qu'adopté lors de la séance extraordinaire du 20 décembre 2010 fasse partie intégrante du présent règlement comme ci au long récit, et soit annexé sous la Cote A et signé par le Maire, Monsieur Jacques Landry, et la secrétaire-trésorière Madame Diane Bégin, pour en authentifier l'authenticité.

ARTICLE 4 - TAXE FONCIÈRE:

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2011 une taxe sur tous les biens-fonds imposables dans la Municipalité sur la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur, que cette taxe est fixée à **0.5909\$** du cent dollars d'évaluation (**0.5909\$/100\$ d'évaluation**) pour l'année d'imposition 2011.

**ARTICLE 5 – TAXES D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES
2011**

Aux fins de financer le service d'enlèvement et de disposition des déchets, il est imposé et sera exigé de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la municipalité, un tarif de compensation pour chaque immeuble dont il est propriétaire, tel qu'établi ci-après: pour chaque unité de logement, de chalet, de commerce ou d'exploitation agricole générant 6 sacs ou moins sur un lot déterminé le taux sera de **230.47\$** par année.

ARTICLE 6 – TAXE D’AFFAIRES

Le Conseil municipal impose et prélèvera une taxe d'affaires sur toute personne inscrite au rôle de la valeur locative qui exerce, dans le territoire de la Municipalité, une activité économique ou administrative en matière de finance, de commerce, d'industrie ou de service, un métier, un art, une profession ou toute autre activité constituant un moyen de profit, de gain ou d'existence.

La taxe est imposée pour chaque place d'affaires où une telle personne exerce une telle activité.

La taxe est basée sur la valeur locative de la place d'affaires occupée à une fin visée au premier alinéa.

Une taxe d'affaires imposée en vertu du premier alinéa pour un exercice financier municipal donné demeure imposée pour les exercices financiers municipaux subséquents, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou abolie.

Le taux de taxe d'affaires est fixé à **3.5%** du rôle de la valeur locative en vigueur pour l'année d'imposition 2011.

ARTICLE 7 – TARIF AQUEDUC ET ÉGOUT AUX CITOYENS N'AYANT PAS ACQUITTE LEUR PART DU COÛT DES TRAVAUX RELIÉS AU MONTANT DÛ SUR LE 1^{ER} FINANCEMENT

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2011, un tarif sur les immeubles imposables, construits ou non, pour les secteurs de la Municipalité inclus dans les règlements d'emprunt numéros 98-1992 et 131-1993. Ce tarif est réparti suivant la superficie de ces immeubles, telle qu'elle apparaît au rôle.

Le tarif est imposé comme suit, à savoir :

| | |
|--|-----------------|
| Le 1 ^{er} 5,000 pi.ca..... | 0.05447 |
| La 2 ^e tranche comprise entre 5,000 et 10,000 pi.ca | 0.03577 |
| La 3 ^e tranche comprise entre 10,000 et 20,000 pi.ca. | .0.01789 |
| La 4 ^e tranche comprise Entre 20,000 et 30,000 pi.ca..... | 0.01528 |
| La 5 ^e tranche comprise entre 30,000 et 320,000 pi.ca..... | 0.00420 |

ARTICLE 8 – TARIF AQUEDUC ET ÉGOUT AUX CITOYENS AYANT ACQUITTE LEUR PART DU COÛT DES TRAVAUX RELIÉS AU MONTANT DÛ SUR LE 1^{ER} FINANCEMENT.

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2011, un tarif sur les immeubles imposables, construits ou non, pour les secteurs de la Municipalité inclus dans les règlements d'emprunt numéros 98-1992 et 131-1993. Ce tarif est réparti suivant la superficie de ces immeubles, telle qu'elle apparaît au rôle.

Le tarif est imposé comme suit, à savoir :

| | |
|---|----------------|
| Le 1 ^{er} 5,000 pi.ca..... | 0.02646 |
| La 2 ^e tranche comprise entre 5,000 et 10,000 pi. ca..... | 0.01576 |
| La 3 ^e tranche comprise entre 10,000 et 20,000 pi.ca. | 0.01146 |
| La 4 ^e tranche comprise entre 20,000 et 30,000 pi.ca. | 0.00812 |
| La 5 ^e tranche comprise entre 30,000 et 320,000 pi.ca. | 0.00248 |

ARTICLE 9– TARIF RÉGIE

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2011, une taxe sur les immeubles imposables, construits ou non, pour l'ensemble de la Municipalité sur la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur une taxe intitulée « **taxes de Régie** » et fixée à **0.1268\$** du cent dollars d'évaluation (**0.1268\$/100\$** d'évaluation) pour l'année d'imposition 2011.

ARTICLE 10 – TAXE ASSAINISSEMENT

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2011, une taxe sur les immeubles imposables, construits ou non, pour les secteurs de la Municipalité inclus dans les règlements d'emprunt numéros 98-1992, 131-1993 et 305-2007 ainsi que pour tous les secteurs desservis par un réseau d'égout. Cette taxe est imposée sur la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette taxe intitulée « **taxe d'assainissement** » est fixée à **0.058\$** du cent dollars d'évaluation (**0.058\$/100\$** d'évaluation) pour l'année d'imposition 2011.

ARTICLE 11– TARIF RÈGLEMENT 307-2007 (garage municipal)

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2011, une taxe sur les immeubles imposables, construits ou non, pour l'ensemble de la Municipalité sur la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur une taxe intitulée « **taxes règlement 307-2007** » et fixée à **0.0104\$** du cent dollars d'évaluation (**0.0104\$/100\$** d'évaluation) pour l'année d'imposition 2011.

ARTICLE 12– COMPENSATION AQUEDUC ET ÉGOUT AUX CITOYENS DONT LES TERRAINS SONT SITUÉS À L'INTÉRIEUR DU BASSIN DE TAXATION DU RÈGLEMENT 305-2007

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2011, une compensation sur les immeubles imposables, construits ou non, pour les secteurs de la Municipalité inclus dans le règlement d'emprunt numéro 305-2007. Cette compensation est répartie comme suit :

| Catégories d'immeubles | Nombre d'unités | Taux 2011 |
|---|------------------------|------------------|
| Superficie de moins de 12 000 pieds carrés : | 1 | 705.00 |
| Superficie entre 12 000 pieds carrés et 24 000 pieds carrés : | 1.28 | 902.40 |
| Superficie de plus de 24 000 pieds carrés : | 1.56 | 1 099.80 |

ARTICLE 13 - TAXE D'EAU

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2011, une taxe sur les immeubles imposables construits pour les secteurs de la Municipalité inclus dans les règlements d'emprunts nos. 98-1992, 131-1993 et 305-2007 ainsi que pour tous les secteurs desservis par un réseau d'aqueduc.

Cette taxe est imposée comme suit, à savoir:

- **121.08\$** pour chaque unité administrative (résidentielle et commerciale) desservie par le réseau d'aqueduc pour une consommation d'eau de 300 mètres³ annuellement. Pour tout supplément à 300 mètres³, le taux fixé sera de **0.37/m³**

ARTICLE 14- TAXE DIGUES & STATIONS DE POMPAGE

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2011, un tarif de **54.72\$/hectare** pour les terrains imposables inclus dans le règlement 199 de la M.R.C. du Haut-Richelieu dont copie desdits lots est citée en annexe.

ARTICLE 15 – TARIF FAUCHAGE

Qu'il soit imposé et prélevé pour l'année d'imposition 2011 de chaque propriétaire d'un terrain, d'un lot vacant ou en partie construit adjacent à un terrain déjà construit ou une rue publique situé sur le territoire de la municipalité, un tarif de compensation pour la coupe d'herbes sur les terrains non fauchés au 1^{er} juillet 2011 tel qu'établi ci-après :

- 25\$** pour un terrain de moins de 5000 pi.ca
- 50\$** pour un terrain de 5000 à 10 000 pi.ca.
- 25\$** pour chaque 5 000 pi. ca. de terrain additionnel

ARTICLE 16- TAUX D'INTÉRÊT

A compter du moment où les taxes deviennent exigibles, les soldes impayés portent intérêts au taux annuel de **sept pourcent (7%)**.

Ce taux s'applique également à toutes les créances impayées avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

ARTICLE 17 – PÉNALITÉ SUR LES TAXES IMPAYÉES

En plus des intérêts prévus à l'article 16, une pénalité de **0,5%** du principal impayé par mois, jusqu'à concurrence de **5%** l'an est ajouté sur le montant des taxes exigibles.

ARTICLE 18 - NOMBRE DE VERSEMENTS

Le Conseil décrète, sous réserve de l'article 252 de la loi sur la fiscalité municipale, que tout débiteur pourra payer en trois versements ses taxes municipales et taxes de valeurs locatives **si le compte excède 300\$ par année**.

La date ultime où peut être fait le premier versement des taxes municipales est le trentième (30^e) jour qui suit l'expédition du compte de taxes et tout versement postérieur au premier doit être fait respectivement le soixantième (60^e) jour où peut être fait le versement précédent.

ARTICLE 19 – DATES DES VERSEMENTS

Les dates de paiement sont fixées **au 10 mars 2011, 9 juin 2011 et 8 septembre 2011**.

La date de paiement pour le compte de valeur locative est fixée au **10 mars 2011, 9 juin 2011 et 8 septembre 2011**.

ARTICLE 20 – PAIEMENT EXIGIBLE

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible immédiatement.

ARTICLE 21 – AUTRES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions des articles 18 et 20 s'appliquent également à toutes les taxes ou compensations municipales perçues par la municipalité, ainsi qu'aux suppléments de taxes municipales découlant d'une modification du rôle d'évaluation.

ARTICLE 22 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

FAIT ET ADOPTÉ à Venise-en-Québec ce 20 décembre 2010

Jacques Landry, Maire

Diane Bégin, Secrétaire-trésorière

CERTIFICAT DE PUBLICATION

RÈGLEMENT NO. 355-2010

Je, soussignée, secrétaire-trésorière, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis ci-annexé en en affichant deux (2) copies aux endroits désignés par le Conseil dès le 21^e jour de décembre 2010.

EN FOI DE QUOI je donne ce certificat ce 21^e jour de décembre 2010.

Diane Bégin, Secrétaire-trésorière